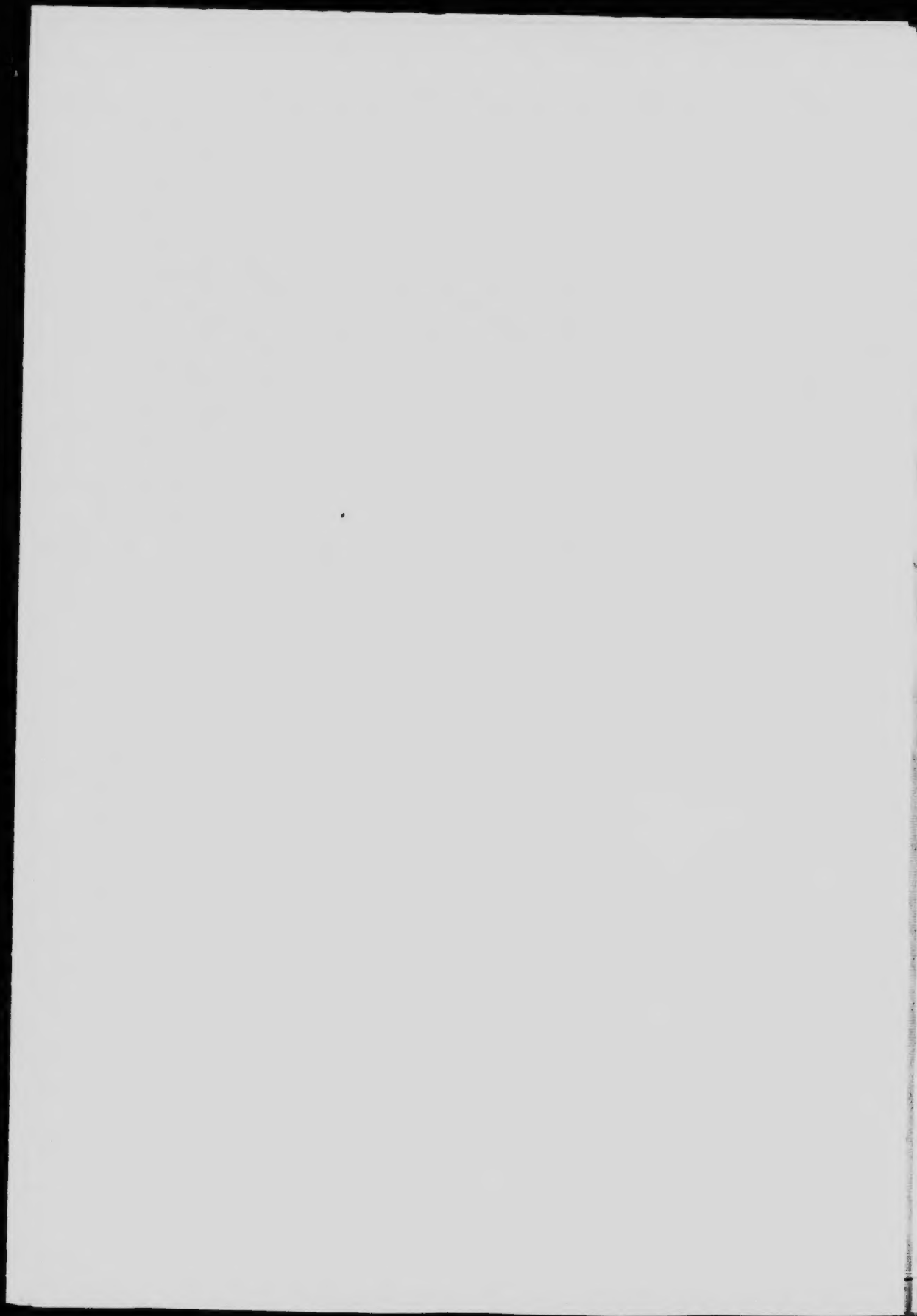




56 609
Pamphlet

DISCOURS
DE
SIR LOMER GOUIN

PRONONCÉ AU
Monument National,
Le 26 Avril, 1912.

Mauchaud
1912.

Rapport Sténographique par L. A. Cusson, de Montréal.

AC921

A7

1912

C.2

mo 0007

1912

(175)

C.2

Devant un auditoire enthousiaste réuni dans la Salle du Monument National, le 26 Avril 1912, Sir Lomer Gouin a exposé le programme de son gouvernement, passant en revue le progrès accompli par la province depuis l'avènement des libéraux au pouvoir, tant au point de vue de l'état des finances que des améliorations apportées à la situation de la classe agricole et ouvrière.

Voici le texte sténographique de ce discours :

Messieurs les Présidents,

Messieurs les citoyens de Montréal :—

Je vous remercie de l'accueil vraiment cordial que vous nous donnez ce soir ; je vous en remercie au nom de mes collègues du ministère, au nom des anciens députés qui ont appuyé le gouvernement durant le dernier parlement et au nom de tous les vaillants qui en ce moment luttent pour le triomphe des idées libérales aux quatre coins de la province de Québec.

Vos applaudissements sont bien de nature à nous faire croire que vous nous continuerez l'appui si loyal que vous nous avez donné depuis quinze ans ; mais cet enthousiasme, ces marques d'approbation auxquelles nous sommes très sensibles, nous disent davantage ; elle nous disent que l'idée libérale n'a jamais été plus forte, n'a jamais été plus puissante, n'a jamais été plus chère au cœur des citoyens de la province de Québec qu'elle ne l'est en ce moment. C'est que vous êtes, électeurs de Montréal, qu'en supportant le parti libéral dans cette province depuis quinze ans vous avez supporté un parti qui a travaillé à la diffusion des idées qui vous sont chères.

Messieurs, depuis 1897, nos devanciers et nous-mêmes, nous n'avons jamais marchandé nos efforts pour le développement et le progrès des grandes causes qui sont chères au cœur de la population de la province de Québec. Vous nous avez élus, vous avez élu notre chef vénéré, M. Marchand, en 1897— quand il vous disait dans cette même salle.— J'ai encore à mon oreille l'écho de sa voix — qu'il s'engageait à travailler au développement de l'instruction publique dans cette province ; vous nous direz dans quelques jours, dans deux semaines, nous nous avons racheté la promesse de nos chefs qui sont disparus. Nous vous avons promis de tirer du marasme où elles étaient en 1897 et l'agriculture, et la colonisation, et l'industrie ; vous nous direz le 15 mai prochain si nous avons racheté nos promesses.

Nous nous étions engagés aussi en 1907 à rétablir l'équilibre dans les finances de cette province ; nous saurons le 15 mai si vous êtes satisfaits du travail que nous avons fait dans ce sens.

Électeurs de Montréal, quant à nous, nous sommes satisfaits d'avoir fait notre devoir, et tout notre devoir ; nous avons confiance d'avoir rempli notre tâche envers la population de cette province, et nous avons maintenant confiance dans la justice du peuple. C'est à son honnêteté, c'est à sa conscience, c'est à l'honneur populaire que nous en appelons, et nous savons que le peuple, qui n'est pas égaré quoiqu'on en dise, nous dira le 15 mai prochain, comme il l'a dit bien des fois depuis 1908, qu'il est satisfait des administrateurs qui ont géré ses affaires depuis 1897.

39497

Messieurs, au cours de la semaine qui va finir, dans cette même métropole, à quelques pas d'ici, dans la division voisine de St-Louis, il s'est tenu un banquet auquel étaient conviées toutes les forces conservatrices de la province de Québec. On avait annoncé à grand renfort de presse et de circulaires que là et alors le gouvernement et tous les chefs libéraux de la province de Québec allaient être dénoncés, écrasés et pulvérisés.

Nous pensions que c'était une fête pour honorer les chefs provinciaux ; mais qui avons-nous vu, les premiers, s'asseoir aux places d'honneur autour de ces tables ? Ce n'étaient pas les chefs conservateurs de la province de Québec, mais c'était, le premier, l'hon. M. Monk (cris de : Shoo ! Shoo ! Shoo !) ; c'était l'hon. M. Monk, qui, en 1905, approuvait le programme du partilibrat quand il réclamait du pouvoir central le réajustement du subside fédéral ; c'était l'hon. M. Monk, qui, il n'y a pas très longtemps encore, vous le savez, était corps et âme avec M. Bourassa contre M. Borden, et qui, l'autre soir, était âme et corps avec M. Borden contre son ancien ami, M. Bourassa.

C'était son voisin, M. Pelletier (nouveaux cris de : Shoo ! shoo !). Il était venu offrir ses hommages à M. Tellier ; et il le lui devait bien, parce que M. Tellier l'avait bien appuyé et l'avait bien servi de 1892 à 1897, alors que dans Québec le gouvernement était entre les mains de l'hon. M. de Bouchetville, de l'hon. M. Taillon et de l'hon. M. Flynn.

Il y en avait un qui était absent, M. Lavergne, le député de Montmagny (nouveaux cris). Il n'a pas voulu s'asseoir à la table fraternelle à côté de M. Pelletier, probablement pour la raison qu'il donnait à son chef, M. Tellier, au cours de la dernière session, quand il lui disait : "Gardez-vous bien de M. Pelletier ; c'est un homme qui change trop souvent. C'est le plus grand " changeux de la terre, de tous ceux que j'ai rencontrés."

Il y avait encore M. Nantel, le troisième ministre canadien-français (rires et cris de shoo !). S'il est venu, celui-là, à la fête, c'est parce que M. Prévost, son ami de jeunesse, ne veut plus maintenant jamais sortir sans avoir à ses côtés son illustre co-paroissien.

Il y avait aussi M. Tellier.

Vous avez entendu — vous l'avez lu plutôt — les discours qui ont été prononcés dans cette circonstance et probablement ceux qui ont été prononcés depuis le commencement de la campagne par tous les chefs conservateurs. Je lis les journaux tous les jours, journaux conservateurs comme journaux libéraux, même les journaux nationalistes, et je vois que toutes les raisons que l'on a données jusqu'ici contre le gouvernement de cette province se résument à trois.

La première, la plus importante, qui a été donnée par M. Tellier à son assemblée, lorsque les électeurs de Joliette l'ont choisi comme candidat dans la présente élection, c'est que le temps était venu de choisir à la campagne un premier ministre pour la province de Québec.

Messieurs les électeurs, je crois être autant de la campagne que M. Tellier, je représente moi-même un comté rural, et je ne crois pas que les électeurs de la cité de Montréal, que les électeurs des grands centres de Québec, qu'aucun des électeurs d'aucun des comtés de cette province croient que ce soit une raison pour renverser un gouvernement qui a administré comme nous l'avons fait les affaires de cette province depuis 1897, et que nous devrions dire que maintenant il faut nécessai-

4
rement donner comme premier ministre à cette province un député de la campagne dans la personne de M. Tellier.

La deuxième raison a été donnée par M. Pelletier au banquet conservateur. Prétendant répéter les paroles de Sir Wilfrid Laurier, il a dit : "quand un gouvernement a été au pouvoir pendant quinze ans, c'est un gouvernement pourri, et il faut le nettoyer."

Messieurs, je connais des gouvernements qui n'ont pas quinze ans d'existence et chez lesquels la gangrène se fait déjà voir ; mais je ne crois pas qu'on en puisse trouver la moindre trace dans le gouvernement de la province de Québec. (Applaudissements).

La troisième raison a été donnée par M. Monk. Nous aimerions, a-t-il dit, voir s'asseoir à la table fédérale le gouvernement de la province de Québec.

M. Monk pense d'abord à la couchette, il pense ensuite à la table, et je crois même qu'il pense aussi quelquefois à la chanson, car, si j'ai bien compris ce qu'il disait à ses amis réunis là-bas, à l'Arsenal, si la province de Québec veut avoir du gouvernement fédéral, non pas sa part de faveurs, car dans la province de Québec, nous ne quêtions de faveurs de personne. (Applaudissements) ; mais, si la province de Québec veut avoir sa part de justice pour le développement de son territoire, pour les grands travaux publics, pour la construction des chemins de fer, et particulièrement pour la construction de ce chemin de fer qui reliera la métropole à la Baie James, il faudrait nécessairement que la province de Québec se donnât un gouvernement conservateur.

Messieurs, cela sent le chantage, et je suis convaincu que les braves électeurs de cette province se révolteront à cette menace, et que cette fois encore, comme ils l'ont fait depuis 1897, quelles que soient les menaces de M. Monk, quelles que soient les menaces de M. Pelletier, ils voteront conformément à leurs convictions et nous donneront le témoignage de confiance que nous avons mérité. (Applaudissements).

D'ailleurs, je m'étonne de cette conduite extraordinaire des chefs du parti conservateur. En effet, quand je regarde au programme que se traçait le parti conservateur en 1905, j'y lis ce qui suit : "Le parti conservateur est d'avis qu'il faut séparer de plus en plus la sphère de l'action politique provinciale de celle de la politique centrale." Et M. Bourassa, encore chef du parti conservateur, quoiqu'on en dise, disait dans son programme de 1908 : "Je réclame la séparation de la politique fédérale de l'administration provinciale."

Comment se fait-il qu'au commencement de cette campagne, quand nous nous présentons devant les électeurs pour leur demander d'apprécier le mérite de notre administration, sans nous réclamer en aucune façon de l'administration fédérale, comment se fait-il que ceux que nous voyons les premiers descendre de l'arène fédérale pour vouloir imposer leurs volontés aux électeurs de cette province, ce soient exactement ces mêmes chefs conservateurs qui, en 1905, disaient que la politique provinciale devait être séparée de la politique fédérale.

Messieurs, continuant toujours ce même ordre d'idée, il semblerait que l'on voudrait entraîner le parti libéral dans le même sillon qui est maintenant tracé par les chefs conservateurs, et d'après ce que je lis dans certains journaux, en écoutant certains discours qui sont prononcés par quelques candidats conservateurs, on voudrait faire croire que le parti libéral veut faire de cette lutte une lutte fédérale.

Messieurs les électeurs, je veux qu'il soit bien compris par tous les

citoyens de cette province et les citoyens du dehors, que nous entendons n'être jugés que sur le mérite de notre administration.

On a parlé de réciprocité. Cette question, je le déclare, de la façon la plus catégorique, n'a absolument rien à faire dans l'élection qui se terminera le quinze mai prochain. La réciprocité, messieurs, n'a pas plus de place dans le cours des arguments que nous devons mettre devant les électeurs de cette province, que pourrait en avoir la question du NE TEMERE, que pourrait en avoir la question des écoles du Nord-Ouest, que pourrait en avoir la question de la marine.

Nous nous présentons devant les électeurs de cette province pour faire juger du mérite de notre administration, et pour demander aux électeurs de nous dire si nous sommes encore dignes de leur confiance, s'ils croient que nous pouvons administrer pour l'avantage et le bénéfice de cette province dans l'avenir comme nous l'avons fait depuis 1897. (Applaudissements).

Nous aurions pu, messieurs, retarder les élections jusqu'à l'été de 1913, mais nous nous avons pensé que la législation que nous avons mise devant le peuple de cette province, au cours des dernières sessions, nous justifiait de demander une consultation populaire, si elle ne la rendait pas nécessaire; et c'est pourquoi, après avoir consulté Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, qui y a consenti, nous nous présentons maintenant sans crainte devant les électeurs de la province de Québec pour leur demander un nouveau témoignage de confiance.

Depuis 1897, ainsi que vous le disait tout-à-l'heure l'honorable M. Dandurand, nous nous sommes appliqués à encourager l'agriculture, la colonisation et l'industrie dans cette province, et nous croyons y avoir réussi. Nous avons tiré du marasme la colonisation et l'agriculture. A cette époque, en 1897, vous vous en rappelez encore, électeurs qui m'écoutez en ce moment de toutes les paroisses de cette province, nous voyions toutes les semaines et tous les jours des théories de nos concitoyens qui partaient pour les Etats-Unis où ils allaient chercher la subsistance de leurs enfants. Les choses ont bien changé, et nous les voyons revenir, tous ces compatriotes, les uns après les autres, familles après familles, qui reviennent sur leurs terres pour les cultiver et les développer, et nous passons par une ère de prospérité que jamais encore nous n'avions connue dans la province de Québec.

Je disais, il y a une semaine, dans une autre occasion, que depuis 1897 nous pouvions nous vanter d'avoir rendu cette province plus riche, plus prospère, plus instruite et plus grande. M. Tellier est venu après moi parler aux électeurs de Montréal; il leur a parlé longuement, il a fait un très joli discours; mais je vous le demande, à vous, électeurs de Montréal, qui l'avez lu ce discours, ou qui l'avez entendu, est-ce qu'il a détruit la démonstration que j'ai faite aux électeurs de Montréal, quand j'assistais au banquet donné à notre brillant ami, l'honorable M. Décarie? (Applaudissements) Est-ce qu'il a démontré que nous n'avions pas rendu la province plus riche que nous ne l'avions pas rendue plus prospère, que nous ne l'avions pas faite plus instruite et que nous ne l'avions pas faite plus grande? Le peuple de cette province s'est déjà prononcé sur cette question dans les 21 élections locales que nous avons faites, — 21 élections qui ont été 21 triomphes pour le parti libéral, contre zéro pour le parti conservateur et le parti nationaliste. (Applaudissements).

J'ai dit que nous avions fait la province plus prospère, en répétant, après bien d'autres, que nous avions mis fin à l'ère des déficits du parti conservateur. En effet, de 1892 à 1897, vous le savez, le par-

et conservateur a accumulé ces déficits, et le dernier se chiffrait par une somme de \$810,000.00. Depuis 1897, nous avons augmenté les surplus à un total, dans les dernières six années, de \$4,621,000.00, soit une moyenne annuelle de \$770,000.00. (Applaudissements). Et nous l'avons fait, électeurs de Montréal, en nous conformant aux promesses que nous avions faite à la province : sans taxer et sans emprunter.

M. Tellier disait, l'autre soir, que nous avons imposé des taxes extraordinaires. Il a parlé, par exemple, de ce qu'il appelle la taxe sur les corporations. Savez-vous ce que c'est que la taxe sur les corporations ? C'est la taxe sur les transactions de bourse, que le peuple de cette province demandait, que le peuple de cette province réclamait, et que le parti conservateur, et M. Tellier lui-même, a voté avec le parti libéral. (Applaudissements.)

Nous avons taxé aussi les automobiles, les propriétaires d'automobiles dans cette province. Nous croyons que cette taxe était justifiable ; le parti conservateur l'a votée avec nous. Ceux sur lesquels elle a été imposée sont en état de la payer, ils ne s'en plaignent pas, et nous ne regrettons pas de l'avoir imposée.

Il a parlé de la taxe sur les successions, prétendant que nous l'avions augmentée.

Messieurs les électeurs, ce que nous avons fait au sujet de la taxe sur les successions, c'est que, sous le régime conservateur, les successions qui étaient exemptées étaient les successions pour un montant de \$3,000.00. Nous avons porté cette exemption d'abord à \$5,000.00 ; et quand le parti conservateur demandait et réclamait que nous la portions à \$10,000.00, nous l'avons portée jusqu'à la somme de \$15,000.00.

M. Tellier parlait encore de la taxe que nous aurions imposée sur les compagnies d'assurance. Messieurs les électeurs, M. Tellier a prétendu l'autre soir que je ne donnais qu'une moitié de la vérité sur la question de finances ; je ne peux pas lui rendre le même compliment. Sur cette question de taxe sur les compagnies d'assurance, il n'a pas même dit la moitié de la vérité, il ne l'a pas dite du tout. La vérité est que cette taxe sur les assurances n'a pas été imposée par le parti libéral, elle a été imposée par le parti conservateur ; elle existait avant 1897, et vous l'a trouvez dans les Statuts Refondus de 1886. C'est une taxe, une œuvre du parti conservateur, et M. Tellier n'en devrait pas avoir honte.

Nous n'avons pas emprunté, et comme je le disais l'autre soir, nous avons fait le contraire : le parti conservateur, qui, après avoir promis, en 1892, qu'il n'emprunterait pas, avait trouvé le moyen, dans l'espace de cinq ans, d'emprunter d'une façon temporaire, quarante-deux fois, et d'une façon permanente, cinq fois ; soit, un total de \$22,900,000.00. Et la dernière fois, en empruntant à 77 cts. dans la piastre.

Nous avons remboursé depuis 1897, pour payer les dettes des anciens régimes, antérieurs à cette époque, une somme de \$9,885,000.00.

C'est à ce sujet que M. Tellier prétendait que je n'avais donné qu'une moitié de la vérité. Il est vrai, disait-il, que le gouvernement libéral a payé cette somme de \$9,800,000.00 ; mais il ne dit pas, par exemple, qu'il a perçu, pour payer ce montant, une somme de \$7,000,000.00 de la part de la Compagnie du Pacifique, et une somme de \$2,900,000.00 du gouvernement fédéral."

Messieurs, je n'ai jamais prétendu que nous avons payé cette som-

me de \$9,800,000.00 à même des argents que nous aurions fabriqués nous-mêmes ; je n'ai jamais caché et je n'ai jamais prétendu enlever le fait que nous avions fait tomber dans le trésor ce qui était dû à la province de Québec pour payer nos obligations ; mais je vais dire maintenant à M. Tellier, je vais dire, pour son information et pour l'information de ses amis, comme pour l'information de tous les électeurs de la province de Québec, comment nous avons payé ces \$9,800,000.00, et ce que nous avons fait de ces montants que nous avons perçus de la Compagnie du Pacifique et du gouvernement fédéral.

Nous avons reçu, électeurs de Montréal, du 23 mars 1905 au 1er juillet 1911, de la Compagnie du Pacifique... \$7,000,000.00
 Nous avons reçu du Dominion du Canada... \$2,394,000.00

Soit un total de ... \$9,394,000.00

Maintenant, qu'avons-nous fait de ces argents ?

Nous avons payé d'abord la balance de l'emprunt de 1874, la balance de l'emprunt de 1876, la balance de l'emprunt de 1878, l'emprunt temporaire de 1897, au total de \$9,233,620.00.

Nous avons fait plus : Nous avons remboursé aux banques les montants qui leur étaient dus le 23 mars 1905, savoir : \$ 742,000.00
 Nous avons versé au fonds d'amortissement ... 202,000.00
 Nous avons payé l'emprunt de 1880 ... 645,000.00
 Celui de 1882 ... 5,500.00
 Nous avons dépensé pour la construction d'édifices permanents ... 837,000.00
 Pour les subventions aux chemins de fer ... 143,000.00
 Pour le pont Dorchester ... 101,000.00
 Nous avons avancé pour la construction de la prison de Montréal ... 1,630,000.00
 Et pour la construction du Palais de Justice du District de Montréal ... 6,000.00

Total ... \$4,398,000.00

Soit donc pour les emprunts ... \$9,394,000.00

Pour les détails que je viens de vous donner ... \$4,308,000.00

Total ... \$13,542,000.00

À même les \$9,000,000.00 que nous avons reçus de la Compagnie du Pacifique Canadien et du gouvernement fédéral.

Mais ce n'est pas tout. Il nous restait, et nous avons encore en mains de ce montant de \$7,000,000.00 que nous avons reçu de la Compagnie du Pacifique, la somme de \$160,380.00.

Il y a plus. C'est que, contrairement au temps du régime conservateur, où à chaque mois de juillet nous avions à additionner des déficits dans notre caisse, au mois de juillet 1911 nous avions en banque, en argent, appartenant à la province de Québec, argent que nous avons encore, une somme de \$2,532,000.00 ce qui fait un total de \$2,271,000.00. C'est-à-dire que nous avons reçu, en chiffres ronds, \$9,000,000.00 et nous avons payé, pour les détails que je vous ai donnés, \$13,542,000.00, et nous avons encore en banque deux millions et un quart.

En résumé, nous avons diminué la dette depuis 1891 ; nous avons augmenté les crédits de l'instruction publique, de l'agriculture et de la colonisation ; nous avons payé au fonds d'amortissement de la dette un total de \$6,580,000.00 en plus de ces \$9,000,000.00 que nous avons perçus, et dont parlait M. Tellier.

Si vous me permettez maintenant de vous dire ce que nous avons fait pour notre revenu, comparé à ce qui a été fait par le parti conservateur, vous constaterez que de 1892 à 1897, le revenu de cette province a diminué de \$494,000, et que de 1896 à 1911 il a augmenté de \$3,157,000. Vous constaterez encore, messieurs les électeurs, que, en 1897, la dépense de la province était de \$4,685,000, soit \$2.95 par tête, et que, en 1911, elle était de \$6,126,834, soit \$3.06 par tête, une augmentation de .11 cts; et vous constaterez cependant, d'autre part, que nous avons augmenté les crédits de l'Instruction Publique, de la Colonisation et de l'Agriculture de .30 cts. par tête, ce qui fait que nous avons diminué la dépense des autres chefs d'au moins .20 cts. En d'autres termes, en 1911 nous dépensions une somme de \$3.06 par tête avec un revenu de \$3.51 par tête, quand, en 1897, on dépensait \$2.95 par tête, quand on n'avait qu'un revenu de \$2.44.

M. Tellier prétend que nous ne devrions pas parler seulement de ce qu'est la dette consolidée en ce moment, comparée à ce qu'elle était en 1896, mais que nous devrions parler de l'actif.

Je veux être aussi bref que possible sur ce point, mais c'est une question intéressante pour vous, électeurs de Montréal, comme elle est intéressante pour tous les électeurs de cette province. Ayant l'occasion de parler en ce moment à l'une des assemblées les plus éclairées de notre province, j'en profite pour vous donner quelques détails qui profiteront non seulement à vous, mais qui profiteront à tous les électeurs de la province de Québec.

M. Tellier prétend, dans son discours, que, de 1892 à 1897, l'augmentation du passif sur l'actif a été de \$1,203,619, et il reconnaît que la diminution du passif de 1897 à 1911, a été de \$4,481,717; et il prétend que c'est là le chiffre qu'il faut accepter, parce que, dit-il, les trésoriers dans leurs discours ont donné ces états.

M. Tellier s'arrête à un état qui a été préparé par M. Hall, alors qu'il était trésorier de cette province. Ce ne sont pas les états qui sont donnés par un trésorier ou par un autre qui puissent faire foi dans les circonstances, mais ce sont les documents publics; et si vous regardez à ces mêmes documents publics, vous constaterez que, en réponse à M. Tellier lui-même, en 1908, il a été établi en Chambre que, de 1891 à 1897, le passif a été augmenté de \$7,600,000, et que sous le régime libéral, de 1897 à 1911, il a été diminué, non pas de \$4,500,000, comme le disait M. Tellier, mais de \$5,187,000.

Voilà en quelques mots la position financière de cette province. Nous avons diminué notre dette, nous avons diminué nos intérêts, et avec cette augmentation du subside fédéral seule, qui n'est pas de trois ou quatre cents mille piastres par année seulement, mais qui est, à l'heure où je vous parle de huit cents mille piastres, et qui, avec le prochain recensement, sera de un million, quand nous n'aurons plus, le premier juillet prochain, que \$700,000 d'intérêts à payer annuellement, nous faisons disparaître la dette de la province de Québec. (Applaudissements.)

Je disais que nous avons fait la province plus grande, et M. Tellier ne m'a pas contredit. En effet, ainsi qu'on vous l'a dit tout à l'heure, la province de Québec est maintenant, grâce à l'annexion de l'Ungava, à laquelle nous avons travaillé depuis 1905, la plus grande province de la confédération.

Quand nous avons pris la responsabilité de l'administration des affaires de cette province, en 1905, notre territoire était de 322 millions d'acres; avec l'annexion de l'Ungava nous avons maintenant comme territoire, comme domaine, 425 millions d'acres de terre.

Nous avons fait la province de Québec plus instruite. En 1891, le budget de l'Instruction Publique était de \$465,000 ; en 1896, il avait été diminué à \$389,000. Nous l'avons porté, à la dernière session, à \$1,328,000 ; c'est-à-dire que nous avons augmenté ce budget de 250 pour cent.

Nous avons augmenté le budget des écoles des écoles primaires ; nous avons augmenté le budget des écoles élémentaires ; nous avons donné des primes aux municipalités pour les encourager à avoir de meilleures écoles, et à donner de meilleurs traitements à leurs instituteurs et à leurs institutrices ; nous avons donné des primes aux instituteurs et aux institutrices qui persévèrent dans l'enseignement. Nous avons aussi pensé aux vieux, à ceux qui ont donné le meilleur de leurs efforts et de leur vie pour l'enseignement de la jeunesse, et quand nous pensions qu'il y avait dans cette province des institutrices qui, après avoir eu soin de nos enfants pendant quinze ans, pendant vingt ans, pendant trente ans, recevaient une pension de \$20.00 à \$25.00, nous avons fait en sorte que la pension de la plus modeste des institutrices dans cette province, à l'avenir, sera de \$75.00 par année, et celle du plus modeste des instituteurs, de \$300.00 par année.

Nous avons fondé des écoles normales dans tous les districts de la province et dans tous les diocèses, et l'automne prochain nous en aurons un chiffre de dix. Quand, en 1897, nous n'en avions qu'une seule, dans la cité de Québec.

Nous avons distribué par centaines et par milliers des livres de prix, des cartes géographiques, le premier livre dans les écoles primaires.

Nous avons encouragé cette institution patriotique par excellence de l'école du soir, qui avait été fondée par le patriote par excellence, qui s'appelait Honoré Mercier (applaudissements).

Nous avons fondé des écoles de coupe dans tous les grands centres de la province de Québec, et ces écoles sont maintenant suivies par des centaines et des milliers d'élèves.

Nous avons pensé aussi à nos universités. Nous nous sommes rappelé que l'Université McGill ne recevait que \$3,000.00 par année ; nous lui avons voté \$25,000.00 ; nous avons voté le même montant à l'Université Laval de Montréal, et le même montant à l'Université Laval de Québec.

Nous avons fondé une école d'arpentage, nous avons fondé une école forestière à Québec, et ces deux écoles dépassent toutes nos espérances.

Nous avons développé l'Ecole Polytechnique de Montréal, et nous avons fait de cette école une école qui peut se comparer à la plus belle et à la meilleure du genre sur le continent américain.

Nous avons aussi fondé cette Ecole des Hautes Etudes Commerciales, et ces Ecoles Techniques de Montréal et de Québec, qui ont été tant critiquées par M. Tellier et ses amis.

On prétend, messieurs les électeurs de Montréal, que ce sont de trop grosses écoles, et que nous avons été prodigues de ce côté. Nous avons fait l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales ; nous l'avons faite pour outiller notre jeunesse, pour faire des commerçants dignes de notre race, dignes de notre province et de notre pays, et je lisais avec infiniment de plaisir le témoignage que donnait au gouvernement le président de la Chambre de Commerce du district de Montréal, M. Chaput, quand, après avoir visité cette école, il n'y a pas quinze jours, il disait : "Le gouvernement, en établissant cette école, a com-

été une lacune qui se faisait sentir depuis longtemps, une lacune qu'il fallait nécessairement combler." Avec cette école, nous allons maintenant voir maintenant outiller notre jeunesse, nous allons maintenant pouvoir faire des chefs de commerce; nous allons mettre la jeunesse canadienne-française sur un pied d'égalité avec la jeunesse anglaise; nous allons faire en sorte que nos fils soient des commerçants plus instruits, plus outillés que nous ne le sommes, qui pourront rivaliser avec tous les autres commerçants de toutes les autres provinces de cette Confédération. (Applaudissements).

M. Tellier disait: "Vous avez destruction l'extravagance en fondant cette école commerciale. Vous allez dépenser pour la maintenir une somme annuelle de \$54,000, et vous allez être en outre obligés de payer les intérêts sur l'emprunt que vous avez garanti."

Si M. Tellier voulait regarder au statut qu'il a lui-même voté, sans récriminer et sans discuter, il verrait que cette somme de \$50,000, que nous payons annuellement pour le maintien de cette école couvre nonseulement les dépenses d'entretien de cette école, couvre nonseulement les salaires que nous payons aux professeurs, mais couvre aussi l'intérêt sur l'emprunt que nous avons garanti.

Quant aux écoles techniques, électeurs de Montréal, je vous demanderais d'aller visiter cette école que nous avons fondé sur la rue Sherbrooke. Vous verrez là cinq à six cents jeunes gens, intelligents, qui sont à s'outiller pour l'avenir; vous verrez là une des écoles les plus parfaites du genre qui existe non seulement en Amérique, mais qui existe au monde; et vous en serez fiers, de cette institution, non seulement pour le gouvernement de cette province, mais aussi pour les autorités municipales de la cité de Montréal, qui y ont contribué pour leur large part.

Nous avons encouragé l'agriculture dans toutes ses branches et par tous les moyens. Nous avons quintuplé la subvention que nous payions pour aider les cultivateurs de cette province, et les résultats que nous avons obtenus dans l'industrie du beurre, et l'industrie du fromage, pour ne parler que de celles-là, qui ont porté la province de Québec au premier rang de toutes les provinces de la confédération comme centre de fabrication de beurre et de fromage, vous démontreront bien que les efforts que nous avons dépensés dans cette direction n'ont pas été sans résultat.

LA QUESTION DES CHEMINS.—

M. Tellier a prétendu que la politique que nous avions adoptée en 1907 avait été stérile et qu'elle avait été sans résultat, et il nous donne dans son discours ce qu'il prétend être sans, lui, son système, ce par dire que la politique de 1907, en vertu de laquelle nous payons aux municipalités 50 p. c. du coût de l'amélioration de leurs routes et de leurs chemins, n'a rien produit.

"Ce que je voudrais, dit-il, c'est que le gouvernement de la province entreprenne à ses frais la construction de grandes artères à travers la province de Québec, et qu'ensuite, les municipalités soient chargées de faire leurs chemins." C'est-à-dire que M. Tellier voudrait faire de grandes routes pour ceux qui, par exemple, ont l'avantage d'avoir des automobiles, — et je ne leur en fais pas un crime, — mais, quant aux cultivateurs des paroisses reculées, dans le Nord ou dans le Sud, il leur dit: "Pour vous, ce sera la politique de 1907 — qu'il prétend être une politique stérile, — vous ferez vos chemins à vos dépens, c'est-à-dire, en en payant 50 p. c."

Électeurs de Montréal, nous prétendons que notre politique de 1907 a produit de bons résultats. Nous avons déjà un sixième des

chemins et des routes de la province de Québec qui sont sous le contrôle des autorités municipales, et, avec cette politique seule, nous sommes en droit d'espérer qu'avant qu'il soit trois ans nous aurons au moins 75 p. c. de ces routes qui seront contrôlées par les municipalités. Mais nous avons voulu faire plus ; nous avons voulu mettre toutes les municipalités de la province sur un pied d'égalité et nous leur avons dit : Nonseulement nous continuerons à vous offrir de vous payer la moitié du coutget de construction de vos routes et de vos chemins en macadam, cipalités avelage, mais nous vous offrons d'emprunter jusqu'à concu neuts. millions ; nous nous engageons à payer la moitié des intérêts ; nous nous engageons à payer le fonds d'amortissement pour tous les montant que la plus petite comme la plus grande des municipalités de la province voudra emprunter pour se donner une voirie au moins égale à la meilleure des voiries des provinces de cette confédération.

M. Tellier voudrait prendre les municipalités de force ; il voudrait leur imposer la construction de ces chemins ; il voudrait faire disparaître leur autonomie à cet égard, et il dit : Que les municipalités veuillent ou qu'elles ne veuillent pas taxer leurs contribuables de 2 p.c. pour améliorer leurs routes, le gouvernement de cette province les prendra de force et leur fera des chemins.

Nous croyons, électeurs de Montréal, qu'il vaut mieux en cela procéder par la conciliation, par la persuasion, en stimulant les municipalités, comme nous le faisons, et en leur offrant les primes que nous leur offrons. Ce montant de dix millions que nous avons voté, ce montant qui, d'après l'opposition, ne serait pas accepté par les contribuables de cette province, déjà, au moins un quart en est engagé par les différentes municipalités, et je suis convaincu qu'avant l'automne prochain, au moins la moitié de ces dix millions sera engagée ; et, comme je le disais ailleurs, non seulement nous sommes disposés à emprunter cinq millions, non seulement nous sommes disposés à emprunter dix millions, mais devrions-nous emprunter vingt millions, devrions-nous emprunter trente millions et quarante millions, nous les emprunterons, car nous voulons que la province de Québec ait de bonnes routes, les meilleures routes de toute la confédération. (Appl.)

Nous avons encouragé la construction des ponts en fer, nous dépensé depuis 1905 une somme de \$500,000 pour cet objet ; à la dernière session nous avons fait voter encore une somme de \$150,000 pour aider à ces constructions.

Nous avons promis, il n'y a pas bien longtemps, de travailler à l'abolition des ponts de péage et des chemins de péage dans la province de Québec. Nous croyons avoir racheté une bonne part de nos promesses. Nous avons rendu libre le pont Dorchester à Québec, et, grâce aux efforts de notre vaillant ami, le député de Laval d'hier, celui qui sera encore le député de Laval après le 15 mai, notre bon ami, M. Lévesque, nous avons rendu libres les ponts Viau et Lachapelle, nous avons aboli les ponts de péage et les chemins de péage dans l'île Jésus, et, comme je le disais ailleurs, j'espère, j'en suis convaincu, j'en suis certain, j'en donne l'assurance, la prochaine fois que nous reviendrons devant les électeurs de cette province, il n'y aura plus un seul pont de péage dans Québec, il n'y aura plus un pouce de chemin de péage dans cette province. (Appl.)

Nous avons encouragé la construction de chemins de fer. Nous avons subventionné les chemins de fer depuis 1897, un peu partout dans la province ; mais à la dernière session, nous avons voulu faire davantage. Nous avons assuré la construction d'un chemin de fer de

puis Québec jusqu'au Saguenay, à la Grande-Décharge ; un chemin de fer depuis Matane jusqu'à Gaspé ; un prolongement de chemin de fer dans la Beauce, à travers les comtés de Bellechasse, Montmagny et L'Islet ; un chemin de fer depuis Lévis jusqu'à Sherbrooke ; un chemin de fer depuis Richmond jusqu'à la frontière américaine ; un chemin de fer depuis le pied du lac Témiscamingue jusqu'au Quinze ; depuis Joliette jusqu'à Mattawin ; un chemin de fer qui ceinture le lac St-Jean, depuis la Baie des Ha ! Ha ! jusqu'à Mistassini ; et, enfin, pensant à la métropole, à Montréal, pensant aux immenses ressources que nous avons dans le nord de notre province, nous avons pensé que le temps était venu de relier Montréal au Transcontinental.

Quand nous avons mis pour la première fois cette idée devant la population de cette province, à l'ouverture des chambres, nos adversaires ont presque ri de nous et de cette idée, mais, pas plus que trois semaines après, le gouvernement fédéral lui-même reconnaissait ce qu'il y avait de bon dans ce programme et venait l'appuyer, et à la dernière session le gouvernement fédéral votait un subside de \$6,400 par mille pour contribuer à la construction de ce chemin de fer.

Nous avons prétendu, en exposant l'idée, que c'était un chemin de fer national, tout comme le chemin de fer qui est à se construire par le gouvernement fédéral dans les provinces de l'Ouest jusqu'à la Baie d'Hudson; nous avons prétendu que c'était l'issue nécessaire, l'issue par laquelle il fallait nécessairement passer pour transporter les grains de l'Ouest; qu'il fallait arriver à descendre sur le territoire de cette province, se rendre à Montréal, et se rendre à Québec. Nous avons prétendu que le gouvernement fédéral devait faire pour la province de Québec ce qu'il faisait pour les provinces de l'Ouest et nous avons réclamé cette construction comme chemin de fer national. Mais nous décidions que si le gouvernement fédéral ne faisait pas pour nous ce qu'il faisait pour là-bas, nous verrions à donner une subvention suffisante pour induire une compagnie à entreprendre la construction de ce chemin de fer; et que si nous ne réussissions pas à nous entendre avec une compagnie qui ferait cette entreprise, le gouvernement lui-même, comme le gouvernement d'Ontario l'a fait, construirait un chemin de fer qui porterait nos commerçants, qui porterait nos industriels et qui porterait leurs produits et leur trafic jusqu'à la Baie d'Hudson, jusqu'à la Baie James et jusqu'à l'Ungava.

Nous avons voté une subvention en terre pour la construction de ce chemin comme pour tous les autres chemins de fer, et, comme je l'ai déjà dit, comme je le répète ce soir et comme je le répéterai partout, nous entendons donner à la population de Montréal et à Québec la construction d'un chemin qui nous portera jusqu'à la Baie James.

Si nous ne réussissons pas à nous entendre avec une compagnie de particuliers, le gouvernement est décidé de construire lui-même. Si la subvention que nous avons déjà votée n'est pas suffisante, nous sommes disposés, nous sommes décidés à l'augmenter, nous sommes décidés à la doubler; mais nous voulons avoir le chemin, nous l'aurons, je le promets aux électeurs de Montréal, comme je le promets aux électeurs de toute la province. (Applaudissements).

Nous avons donné des subsides en terres, et quand l'opposition prétendait que nous devrions faire ces subventions rachetables en argent, nous avons répondu : Non. Nous voulons développer cette immense territoire de 425,000,000 d'acres que nous avons, dont il n'y a actuellement que 22,000,000 de vendus, en seigneuries ou à des particuliers. Nous croyons que cet immense nord, cet immense domaine que nous possédons ne peut être développé que de la même façon qu'ont été dé-

veloppés les états de la république voisine et les provinces de l'ouest du Canada.

Ce sont les compagnies de chemins de fer auxquelles nous donnons des subventions qui seront intéressées à faire ce développement, qui seront intéressées à implanter là-bas des industries de pulpe, des industries de papier ; qui seront intéressées à faire là-bas le commerce du bois, qui seront intéressées là-bas à rechercher nos richesses minières, nos richesses de poisson, tout ce que nous possédons, pour les faire fructifier. Et, messieurs les électeurs, je crois que ces subventions, au lieu d'être une dépense pour la province de Québec, ne lui seront qu'un avantage et ne pourront que produire des résultats heureux pour la population.

On a prétendu que la colonisation dans cette province agonisait.

Électeurs de Montréal, je ne veux pas abuser de votre patience et de votre bienveillance, mais permettez-moi de vous dire tout simplement que le démenti le plus formel à ces récriminations, à ces accusations sans fondement, vous le trouvez dans le dernier recensement. En effet, regardez l'augmentation de population dans les comtés où se fait la colonisation ; vous verrez que dans la province de Québec, dans les districts où il se fait de la colonisation, notre population est augmentée dans une proportion de 116,000 âmes, quand dans la province d'Ontario la population rurale diminuait d'un chiffre de 100,000 âmes. C'est-à-dire que dans la province de Québec, contrairement à l'Ontario, par notre colonisation, par nos centres ruraux, nous avons augmenté notre population, et cela nous le devons aux efforts que nous avons dépensés pour la colonisation.

Nous avons fait quelque chose qui, je crois, intéresse la bonne population de cette province, dans le sens de la tempérance.

Voici une question qui intéresse tous les bons citoyens de la province de Québec. On nous a demandé d'amender nos lois de façon à réprimer dans la mesure du possible les désastres de ce fléau que l'on appelle l'alcoolisme. Nous en connaissons beaucoup de ces beaux talents, de ces esprits brillants qui ont sombrés dans l'alcoolisme, et je connais bien peu de familles qui n'ont pas été témoins à certains foyers de bien des misères, de bien des larmes qui ont été versées par ce fléau de l'alcoolisme. Nous rendant aux vœux des bons citoyens, nous avons amendé nos lois. Nous avons fait décréter qu'à l'avenir les buvettes seraient fermées à onze heures du soir, et à sept heures le samedi.

Nous avons reçu, pour avoir ainsi fait adopter ces amendements, l'approbation d'un grand nombre des citoyens de cette province.

Nous nous sommes déclarés partisans de la tempérance parce que nous sommes sincèrement partisans de la tempérance ; et à Québec encore, à la dernière session, quand le nombre des licences était, là, de 150, il n'y a pas cinq ans, nous l'avons diminué à 60 ; en, par exemple, respectant les droits acquis et en donnant une indemnité à ceux qui perdaient leur licence sans avoir violé la loi.

Ce qui est bon pour les électeurs de Québec, pourrait et devrait être bon pour les électeurs de Montréal.

À la dernière session nous nous sommes fait autoriser à nommer une commission qui d'ici à la session prochaine étudiera toute la question des licences, nous donnera les renseignements voulus pour arriver à donner satisfaction à tous les intéressés.

Nous n'avons d'ennemis dans aucun quartier, chez aucune classe de notre population ; à ce sujet nous voulons rendre justice à tout le

monde, aux partisans de la tempérance comme aux commerçants de liqueurs, qui sont des hommes respectables, à qui nous avons donné des permis, et ceux-là qui respectent la loi ont droit à une somme de protection que nous sommes prêts à leur donner.

Il y a, par exemple, la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de classer les hôtels dans la cité de Montréal et dans les grands centres. Il y a la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'indemniser certains porteurs de licence dans la cité de Montréal, au cas où l'on en viendrait à la conclusion qu'il est temps de diminuer le nombre des licences.

Toutes ces questions nous voulons les soumettre à des commissaires absolument impartiaux, à des hommes éclairés, à de bons citoyens, et je sais qu'à la prochaine session, avec les renseignements qui nous seront fournis à cet égard, nous serons en état de donner à cette province une loi des licences aussi parfaite qu'il est possible de la donner.

Nous avons travaillé pour les ouvriers de cette province; nous leur avons donné des bureaux de placement à Québec, à Montréal et à Sherbrooke; nous avons autorisé les commissaires d'écoles à donner gratuitement des livres aux enfants qui fréquentent nos écoles; nous avons limité les heures de travail, pour les femmes et les enfants, à 55 heures par semaine; nous avons donné la loi des accidents du travail, pour protéger les victimes du travail; nous avons, à la dernière session, fait décréter qu'à l'avenir, dans les petites causes, il n'y aura plus de frais d'avocats; nous avons fait nommer un représentant des classes ouvrières dans le bureau de direction des écoles techniques; nous avons fait décréter qu'à l'avenir l'ouvrier le plus modeste serait, à l'urne électorale, sur un pied d'égalité avec le millionnaire, et que son vote compterait comme celui du plus riche citoyen de cette province; nous avons augmenté les divisions électorales dans l'île de Montréal, précisément pour donner l'occasion à la classe ouvrière de nous envoyer à Québec une représentation plus considérable; et, comme je le déclarais l'autre soir à l'Arsenal, le parti libéral, voulant reconnaître, et reconnaissant cette fois, comme il l'a fait dans le passé, les droits des ouvriers, est disposé à leur laisser leur part de représentation, et dans deux divisions, là-bas, dans le nord de Montréal, il leur laisse le champ absolument libre, et il espère que les ouvriers sauront se donner des représentants dignes de leur classe, capables de représenter dignement leurs intérêts et leurs droits.

On a parlé beaucoup de la prison de Montréal; on a prétendu que nous avions, là, fait des extravagances.

Messieurs les électeurs, vous connaissez cette vieille prison qu'il y a, là, au Pied-du-Courant. Elle date de plus de cent ans; elle tombe sous le poids des ans, et d'après les rapports qui nous étaient faits par le gouverneur, nous pensions que le temps était venu de construire une prison convenable pour la ville de Montréal.

La population du district augmente dans des proportions extraordinaires. Nous avons d'abord commencé à faire une prison pour 600 prisonniers. Un an après le gouverneur nous faisait rapport que cela serait insuffisant, et nous avons vu à augmenter, développer et agrandir cette prison.

Nous allons dépenser pour cette construction une somme de \$2,800,000. On prétend que cela est extraordinaire. Cependant, si vous regardez au coût d'autres prisons, en France, en Angleterre et aux États-Unis, vous verrez que là on a payé, pour des prisons moindres que la prison de Montréal, des sommes de \$4,000,000, \$4,400,000, \$5,000,000, \$5,340,000, \$6,400,000 et \$7,000,000.

Messieurs les électeurs, nous ne pensons pas pour dix ans à venir, nous ne pensons pas pour vingt ans à venir, mais nous avons confiance dans l'agrandissement de Montréal, nous avons confiance dans l'agrandissement de cette province, et nous ne voulons pas être à recommencer tous les ans ce qui peut et ce qui doit être fait en une seule fois.

D'ailleurs, prenez le terrain seul sur lequel est construite cette prison, terrain qui avait été acheté par le gouvernement Mercier et au sujet duquel nos adversaires avaient fait presque un scandale, ce terrain seul vaut aujourd'hui le montant que nous dépensons dans cette construction.

On a prétendu que nous chargeons trop aux municipalités pour l'entretien des asiles. Sur ce point encore, qu'il me soit permis de vous rappeler que les asiles sont maintenus en vertu de lois qui ont été passées sous le régime conservateur; que nous faisons payer maintenant aux municipalités moins qu'elles ne payaient sous le régime de Boucherville, sous le régime Taillon et sous le régime Flynn; que nous ne leur faisons payer qu'une somme de \$150,000, pour l'entretien de nos asiles, quand l'entretien de ces asiles coûte annuellement une somme de \$500,000.

On a prétendu que nous pressurons les porteurs de licences, les hôteliers et les marchands de vin.

Cependant, si vous regardez aux comptes publics vous verrez que de 1886 à 1896, sous le régime conservateur, on a augmenté le prix des licences de \$930,000, et que de 1906 à 1911, nous ne l'avons augmenté que de \$76,000.

Vous verrez encore que suivant le chiffre de la population, en 1896, la licence était de 38 cents par tête, tandis qu'aujourd'hui, quand on prétend que nous l'avons augmentée dans des proportions extraordinaires, on fait payer moins qu'en 1896, puisqu'on ne fait payer qu'une somme de 36 cents par tête.

Messieurs les électeurs, on a prétendu que le parti conservateur était l'ami de l'autonomie de Montréal.

J'ai représenté une division de Montréal pendant plusieurs années, la belle et bonne division de St-Jacques; je crois l'avoir représentée honnêtement, consciencieusement et diligemment, et après que j'eus cessé de la représenter comme au temps où j'étais le mandataire des électeurs de St-Jacques, je crois pouvoir, devant cette assemblée, me rendre le témoignage d'avoir fait tout mon devoir envers toute la population de Montréal, depuis 1897, depuis que je siége à la législature de Québec. Toutes les mesures qui ont été proposées par les autorités municipales, je les ai appuyées et je les ai fait adopter par la députation à Québec. Quelques fois, nos adversaires, ceux qui se prétendent maintenant les autonomistes par excellence, ont bien voulu faire opposition à certains projets, comme, par exemple, à certaines réglementations du tramway; ils faisaient de l'éloquence au commencement, quand les mesures étaient présentées pour une première fois; mais quand elles venaient en deuxième ou en troisième lecture, quelques-uns avaient des extinctions de voix, d'autres étaient obligés de s'absenter, et la majorité de l'opposition votait pour cette réglementation.

Messieurs les électeurs, sur la question des tramways comme sur toutes les autres questions, ce que j'ai regardé d'abord, ce sont les intérêts de la cité de Montréal, et je ne crois pas qu'il y ait un seul citoyen, dans cette salle ou au dehors, qui puisse dire que j'ai jamais négligé les intérêts de la cité de Montréal. Tout ce que l'on nous a

demandé, nous l'avons donné; tout ce que l'on nous a proposé, nous l'avons accepté; et je puis dire aux électeurs de Montréal que dans l'avenir, comme dans le passé, ils ne trouveront pas de plus vaillants et de plus vigilants défenseurs de leurs intérêts que le serviteur qui vous parle en ce moment et ses collègues qui l'entourent. (Applaudissements)

Voilà ce que nous avons fait, messieurs les électeurs. Vous me demanderez peut-être: Mais maintenant, qu'est-ce que vous vous proposez de faire ?

Nous nous proposons de faire dans l'avenir beaucoup de ce que nous avons fait dans le passé. Nous voulons faire beaucoup, nous voulons faire bien et nous voulons faire grand.

Nous n'avons pas emprunté et nous n'entendons pas emprunter.

Nous n'avons pas taxé et nous n'entendons pas taxer.

Nous avons travaillé au développement et à l'amélioration de l'instruction publique dans cette province, nous voulons faire encore davantage dans cette direction.

Nous avons fait le sort des instituteurs et des institutrices meilleur, nous voulons le faire meilleur encore.

Nous avons créé des académies dans 50 villages, nous voulons en fonder dans tous les villages de la province.

Nous avons créé des écoles techniques à Québec et à Montréal, nous en voulons créer dans tous les centres industriels de la province.

Nous avons encouragé l'agriculture, nous voulons faire encore plus pour elle.

Nous avons pensé aux travailleurs: nous voulons faire leur sort meilleur, et nous voulons donner à cette province une législation encore plus perfectionnée pour améliorer leur position.

Messieurs les électeurs de Montréal, nous croyons avoir fait notre devoir envers la population de cette province; nous nous présentons devant elle pour lui demander un nouveau témoignage de confiance, et nous sommes convaincus que vous nous le donnerez.

Le libéralisme est la bonne terre d'où montent chaque année de riches moissons et où germent tous les jours les grands principes de la liberté, du progrès et de la justice. Si vous regardez sur toutes les rives de la terre, à la base et au sommet de tous les monuments, de toutes les grandes œuvres, vous y verrez l'empreinte de l'idée libérale. Regardez en Angleterre, à l'histoire du libéralisme, — et c'est de l'histoire du libéralisme anglais que, dans cette province et dans ce pays, nous nous inspirons — vous y verrez les grandes œuvres produites par les Peel, les Gladstone et les Asquith. Si vous regardez à notre propre histoire, dans ce pays, si vous parcourez notre territoire, vous vous butez à de grandes œuvres qui ont été produites par le parti libéral, et entr'autres, par le dernier de nos chefs, le plus grand et le plus vénéré Sir Wilfrid Laurier, (Applaudissements longs et frénétiques).

Successeurs de ceux qui dans cette province et dans ce pays ont prêché la paix et la justice, continuateurs de l'œuvre de ceux qui ont semé à pleines mains le progrès sur tout notre territoire, notre ambition est de travailler avec vigueur au triomphe de ces idées et de ces principes libéraux, parce que nous considérons que le triomphe de ces idées et de ces principes entraîne en même temps le triomphe et le progrès de notre province, de notre pays, de la terre de nos pères, l'éternelle bien-aimée pour vous et pour nous tous.

